

LES ARMÉES SECRÈTES DE L'OTAN (XIV)

La guerre secrète en Norvège

par Daniele Ganser

La Norvège est le seul Etat membre du Gladio à avoir commandité une étude historique officielle sur le réseau de « résistance anti-communiste ». Cependant, l'étude ne devait pas dépasser l'année 1970 pour ne pas mettre en danger le système. De la sorte, la Norvège a convaincu son opinion publique que c'était bien elle, et non l'Otan, qui contrôlait l'armée secrète. Elle a ainsi légitimé son existence et clôt le débat.

RÉSEAU VOLTAIRE | 25 JUILLET 2013

Cet article fait partie de la série :

1. « *Quand le juge Felice Casson a dévoilé le Gladio...* »
2. « *Quand le Gladio fut découvert dans les États européens...* »
3. « *Gladio : Pourquoi l'OTAN, la CIA et le MI6 continuent de nier* »
4. « *Les égouts de Sa Majesté* »
5. « *La guerre secrète, activité centrale de la politique étrangère de Washington* »
6. « *La guerre secrète en Italie* »
7. « *La guerre secrète en France* »
8. « *La guerre secrète en Espagne* »
9. « *La guerre secrète au Portugal* »
10. « *La guerre secrète en Belgique* »
11. « *La guerre secrète aux Pays-Bas* »
12. « *La guerre secrète au Luxembourg* »
13. « *La guerre secrète au Danemark* »

En avril 1940, les armées d'Hitler envahirent la Norvège qu'elles occupèrent pendant cinq ans jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comme dans de nombreux autres pays d'Europe occidentale, cette expérience traumatisante façonna la conception de la sécurité des Norvégiens et entraîna la création d'un réseau *stay-behind* au lendemain de la guerre. Les Norvégiens qui bâtirent cette organisation clandestine avaient pour la plupart vu leurs réseaux de résistance désorganisés se faire balayer par les troupes

allemandes et craignaient que la Guerre froide aboutisse à une invasion soviétique. « *Il ne s'agissait pas de savoir si oui ou non il fallait édifier une organisation stay-behind en Norvège mais d'établir le calendrier des opérations* », expliquent Ronald Bye et Finn Sjue, deux auteurs spécialistes du Gladio norvégien, pour décrire le sentiment de l'époque. L'OTAN elle-même avait fait de la création de ce réseau une priorité. Si le coup d'envoi ne fut pas donné en 1947/1948, il le fut certainement en 1949, lors de l'adhésion à l'OTAN. En effet, avant de pouvoir rejoindre l'Alliance, chaque pays devait s'être doté d'instruments de « *guerre non conventionnelle ou avoir pris des dispositions dans ce sens* », expliquent Bye et Sjue en faisant référence à un document non daté intitulé *Directive OTAN/SACEUR sur la guerre non conventionnelle*. [1]



Vilhelm Evang
(1909–1983).

Vilhelm Evang, qui dirigeait les services secrets norvégiens au lendemain de la guerre, et Jens Christian Hauge, le Premier ministre de la Défense de l'après-guerre, furent les artisans à la fois de la construction du réseau *stay-behind* et de la création du Norwegian Intelligence Service (NIS). Evang, un scientifique originaire d'Oslo, avait rejoint le petit service de renseignement du gouvernement norvégien en exil à Londres en 1942, quant à Hauge, il avait commandé la résistance militaire pendant l'occupation. À son retour en Norvège, Evang créa en 1946, avec l'aide de Hauge, le NIS qu'il dirigea pendant 20 ans. La communauté du renseignement états-unienne était méfiante à l'égard d'Evang en raison de ses sympathies connues pour les partis de gauche et parce qu'il avait appartenu au mouvement « Mot Dag » au cours des années 1930. En 1966, il fut contraint de quitter le service suite à l'affaire Lygren. [2] Afin de ménager sa sortie, le ministre de la Défense l'affecta au quartier général de l'OTAN en France, en qualité de Représentant Militaire National. Il servit tout d'abord à Paris, puis à Bruxelles jusqu'en 1969. Evang abandonna le service de l'État en prenant sa retraite et mourut en 1983, à l'âge de 74 ans.

Durant le temps qu'il avait passé à Londres, Evang s'était créé des contacts étroits parmi la communauté du renseignement britannique. Il partageait la conviction des officiers du MI6 que la Norvège ne devait plus jamais se retrouver victime d'une occupation ennemie sans y être préparée. Dans le cadre de la construction du réseau *stay-behind*, Evang rencontra en février 1947 un agent du MI6 disposant « *de solides contacts au sein de la Défense et de l'armée* » dont on peut supposer qu'il s'agit du directeur du MI6 en personne, Sir Steward Menzies, à qui il présenta le projet *stay-behind* norvégien. Evang et Menzies étaient tous deux convaincus des menaces réelles que constituaient l'Union soviétique et l'expansion du communisme. « *Ces considérations ont conduit les Anglais à s'intéresser de près aux stratégies de défense dans les pays sous occupation ennemie* », écrivit Evang dans son journal. « *Il semble que les Pays-Bas, la France et la Belgique aient entrepris de concevoir l'organisation d'une armée clandestine selon un modèle plus ou moins défini.* » [3]

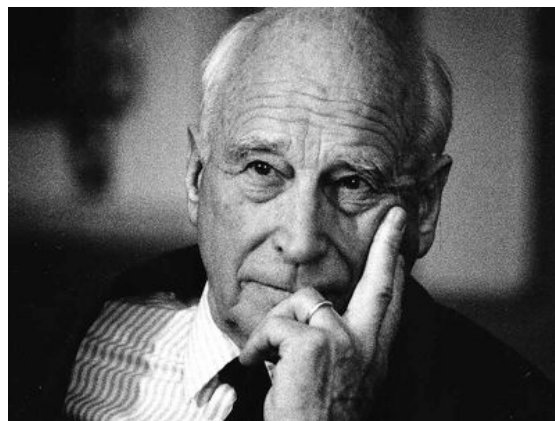
Aux côtés du MI6 britannique, la CIA états-unienne prit également une part active au processus qui conduisit à la création de l'armée secrète norvégienne. Dès 1946, Evang envoya le major Kaj Martens à New York afin d'établir des contacts avec le renseignement US. Puis en 1947, au lendemain de la création de la CIA, Evang se rendit lui-même aux États-Unis, probablement pour s'entretenir des questions de guerre clandestine avec Frank Wisner, le directeur du Bureau de Coordination Politique de la CIA (OPC) chargé de la constitution des réseaux *stay-behind* en Europe de l'Ouest. De même qu'en Italie, la CIA supplanta le MI6 à mesure que la puissance US croissait et que l'Empire Britannique déclinait. « *La coopération avec les États-Unis* », observe le chercheur norvégien Olav Riste, était « *de loin l'aspect le plus développé des relations extérieures du NIS* ». [4] Afin de coordonner leurs opérations secrètes, des représentants des services secrets norvégiens, britanniques et états-uniens se rencontrèrent à Londres en 1948. Un mémorandum des services de renseignement relate qu'il fut alors décidé « *d'établir en Norvège un appareil chargé de transmettre des rapports de renseignement par radio ou*

par tout autre moyen de communication au quartier général allié situé à l'intérieur ou hors des frontières du territoire national, en cas d'occupation partielle ou totale de celui-ci ». Cette note de service souligne que le NIS était fier d'annoncer à la CIA et au MI6 que dans le cadre d'une opération baptisée SATURN, une telle armée secrète avait d'ores et déjà été mise en place. « *Le colonel Evang a pu informer nos alliés qu'un appareil capable d'assurer de telles fonctions était quasiment opérationnel et à sa disposition.* » [5]

C'est un agent du renseignement norvégien, Alf Martens Meyer, qui était chargé d'assurer la liaison avec la CIA. Il était d'ailleurs payé par la CIA et, selon l'ancien agent des services secrets Christian Christensen, il aurait « *dirigé la plupart des opérations du renseignement norvégien au cours des années 1950 et 1960* ». [6] « *Il a également été établi que Martens Meyer et ses collaborateurs entretenaient des contacts réguliers avec des agents secrets de la CIA et du MI6 aux ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne à Oslo* », écrivirent les journalistes Bye et Sjøe dans les années 1990. [7] Comme dans d'autres pays, l'achat de transmetteurs radio constituait le principal investissement de l'armée secrète. En mai 1948, Evang adressa une lettre confidentielle au ministre de la Défense Hauge dans laquelle il lui demandait des fonds pour acquérir 50 transmetteurs radio destinés au *stay-behind* norvégien. « *Les transmetteurs seront entreposés en sécurité et ne seront utilisés que si certaines portions du territoire sont envahies par une puissance étrangère* », spécifiait Evang qui soulignait en outre que l'armée secrète créée sous l'égide de l'OTAN pourrait aussi être utilisée dans le pays en l'absence d'invasion mais dans l'hypothèse d'un coup d'État des communistes norvégiens : « *Dans le cas d'un coup d'État intérieur, les transmetteurs individuels pourront être activés sur autorisation spéciale de l'État-major* ». Evang indiquait que « *les préparatifs de la création du réseau sont bien avancés* » et précisait en ce qui concerne les opérateurs des systèmes radio : « *nous projetons de recruter des individus qui n'ont pas pris part à de telles activités clandestines au cours de la dernière guerre et qui ne sont pas identifiés comme opérateurs radio* ». [8] Le ministre de la Défense

Hauge fut ravi des derniers développements de l'opération top-secrète et appuya la demande de crédits. [9]

S'attardant sur les fonctions intérieures de l'armée secrète, Evang expliquait à Hauge comment des groupes d'individus travaillant dans certaines industries avaient été sélectionnés avec l'assentiment d'industriels norvégiens et sous la supervision du NIS pour être entraînés et placés en guise de sentinelles et ainsi lutter contre « *les activités subversives des cinquièmes colonnes (communistes) dans certains secteurs* ». En octobre 1948, probablement conscient du danger que pouvaient représenter ces groupes armés privés et agissant hors de tout contrôle parlementaire, Evang présenta un rapport au ministre de la Défense dans lequel il précisait bien que les groupes étaient constitués de collaborateurs loyaux et disciplinés. Lorsque la Norvège ratifia le Traité de l'Atlantique Nord en avril 1949, des affiches spéciales dénonçant les agissements des cinquièmes colonnes furent imprimées et placardées dans tous les bureaux de l'armée. Ces affiches demandaient aux officiers de coopérer avec la police et les services secrets dans le cadre de mesures préventives à l'encontre des agents des « *cinquièmes colonnes* », définis comme « *des Norvégiens ou des étrangers qui se livrent pour le compte d'une puissance étrangère à des activités de renseignement illégales, des actes de sabotage, des assassinats, etc.. sur le territoire national* ». Après l'adhésion de la Norvège à l'OTAN, des listes de citoyens norvégiens et des ressortissants étrangers à arrêter et à incarcérer en cas de crise furent dressées et conservées par la Police de Sécurité. [10]



Jens Christian Hauge (1915–2006).
Chef du réseau de résistance Milorg
durant la Seconde Guerre mondiale.

Il était agent de l'OSS (service secret US). Après la guerre, il devint ministre de la Défense (1945-52), puis de la Justice (1955). Il joua un rôle important dans l'approvisionnement du programme nucléaire israélien et dans l'adhésion de la Norvège à l'OTAN. Il poursuivit sa carrière dans l'industrie de défense et de l'énergie, dirigeant notamment la société Statoil. Il était membre du groupe de Bilderberg.

Hauge avait été nommé ministre de la Défense en 1945. Sa nomination en dépit de son jeune âge, il n'était alors âgé que de 30 ans, s'explique par le rôle important qu'il avait joué dans la Résistance. Hauge était un fervent partisan de l'armée *stay-behind*. En exposant son plan pour la reconstruction des forces armées norvégiennes devant le Parlement à l'automne 1946, il déclara : « *Nous savons grâce à notre expérience acquise pendant la guerre, que la détermination à continuer le combat même après la défaite et l'occupation est un élément essentiel de la stratégie de défense d'un petit pays comme le nôtre* ». [11] Hauge décida que la principale station de radio utilisée par le NIS dans la région d'Oslo devait servir de principal canal de communication pour le réseau *stay-behind* norvégien et ordonna qu'une station de réserve soit installée à l'intérieur du pays.

Le 25 octobre 1948, le ministre de la Défense imposa une directive gouvernementale établissant officiellement l'existence du *stay-behind* norvégien. Le même mois, dans une lettre top-secrète adressée au chef d'état-major, le général de division Ole Berg, Hauge ordonna à celui-ci de passer au niveau de préparation « *FO 4* ». Berg savait exactement de quoi il s'agissait : pendant la Seconde Guerre mondiale, « *FO 4* » était le nom de la section du Haut Commandement militaire norvégien en exil chargée de préparer et d'exécuter des opérations de sabotage et d'autres missions clandestines menées conjointement avec le SOE britannique en territoire occupé. « *Les autorités norvégiennes libres doivent être en mesure d'organiser des actes de sabotage et de guérilla contre des objectifs militaires stratégiques dans les zones de la Norvège susceptibles d'être temporairement occupées par l'ennemi (infrastructures industrielles et de communication,*

entrepôts militaires, unités, etc...) », ordonna Hauge. « *Ces mesures devront impérativement être intégrées à la lutte armée en Norvège. L'appareil doit donc être maintenu à un haut degré de préparation en temps de paix.* » [12]

Se fondant sur sa propre expérience, Hauge opta pour de petites unités opérationnelles de deux à quatre hommes disposant de caches secrètes contenant des armes à feu, des explosifs, des transmetteurs radio et d'autres équipements. Les combattants de l'ombre devaient être recrutés parmi l'armée norvégienne et la Garde Nationale. Ils devaient à tout prix avoir une bonne connaissance de leur secteur d'opérations. Les vétérans de la résistance militaire norvégienne ne devaient intervenir qu'en qualité d'instructeurs car ils risquaient d'être facilement identifiés et éliminés par un envahisseur aidé d'informateurs locaux. Selon les vœux de Hauge, un réseau radio indépendant et secret devait assurer la communication au sein du *stay-behind*. L'Opération SATURN progressa rapidement et le niveau de préparation FO 4 fut rapidement atteint, sur quoi le *stay-behind* norvégien fut rebaptisé « *Rocambo* », abrégé en ROC. « *La "philosophie" qui sous-tendait le réseau ROC était héritée des leçons tirées de l'occupation allemande quelques années auparavant* », résuma l'historien Olav Riste. [13]

En septembre 1952, le ministre de la Défense norvégien fit une déclaration au sujet de l'armée secrète et confirma à cette occasion la définition et les fonctions du réseau *stay-behind* norvégien. « *Rocambo est une organisation militaire rigoureusement top-secrète placée sous le commandement direct du commandant en chef de la Défense (de l'état-major), dont le rôle est d'effectuer des missions ponctuelles d'une importance militaire particulière sur le territoire norvégien en cas d'occupation de celui-ci* », spécifiait la note de service. « *Il est impératif que chacune des actions entreprises obéisse à un ordre direct du chef de l'état-major et qu'elle soit menée par un petit nombre d'éléments aguerris spécialement organisés, entraînés et équipés en vue de cette mission.* » En cas de guerre, ROC devait, selon le document du ministère de la Défense, s'acquitter de trois tâches : « *1. La destruction de cibles matérielles au moyen d'explosifs ou par*

d'autres moyens. 2. La protection temporaire des installations et des voies de communication dans le cadre de la libération d'une région donnée. 3. D'autres missions telles que l'organisation de groupes clandestins plus importants, la réception de personnels et de matériels aéroportés, la reconnaissance, certaines tâches de renseignement spécifiques, des actions de guérilla, des assassinats, etc... » [14] Les opérations de surveillance intérieure « *en cas de coup d'État* », telles que les avait imaginées Evang, ou les missions « *visant à contrer les activités de subversion des cinquièmes colonnes (communistes)* », si elles n'étaient pas mentionnées, devaient très probablement faire partie des attributions de l'armée secrète.

En 1950, le ROC établit son quartier général dans une bâtisse de Smestad et des caches d'armes furent disséminées à travers tout le pays tandis qu'un bunker, propriété du gouvernement, situé sur Cort Adeler Street, dans le centre d'Oslo, était retenu pour entreposer l'équipement de l'organisation. Jens Nordlie, qui avait combattu aux côtés du ministre Hauge dans la Résistance fut choisi pour être le premier chef du *stay-behind* norvégien. Dès 1949, Nordlie avait rencontré à Londres des responsables du MI6 avec lesquels il avait convenu d'accélérer la constitution de l'armée secrète ROC et confirmé l'objectif « *de créer avant la fin de l'année 15 unités de 5 hommes* ». [15] Les Britanniques lui avaient fourni tout l'équipement nécessaire, qui comprenait notamment des transmetteurs radio et des explosifs. En cas de guerre et d'occupation de la Norvège, la Grande-Bretagne devait servir de base arrière au réseau *stay-behind*. Il semblerait que les Norvégiens aient eu sur le moment quelques réticences à transmettre ainsi aux Britanniques le nom de tous les agents du ROC, en effet, cela revenait à faire passer l'organisation sous contrôle étranger. Le ROC collaborait aussi très étroitement avec la CIA. Avec l'aval du ministre de la Défense, les cadres de l'armée secrète rencontraient régulièrement l'États-unien Harold Stuart, un membre du Conseil National de Sécurité. Ils échangeaient des informations et de l'argent et on peut raisonnablement penser que la CIA disposait elle aussi de la liste des agents du ROC. [16]

Un rapport commandé fin 1949 montre que 9 chefs d'unités et 7

opérateurs radio avaient alors déjà achevé leur formation. Les caches avaient été aménagées avec suffisamment d'armes et d'équipements pour garantir aux groupes clandestins une autonomie de 12 mois. En 1952, le réseau ROC disposait de 32 unités comprenant chacune 5 membres et les plans prévoyaient d'atteindre un minimum de 40 unités, soit un noyau de 200 hommes. Hauge remercia Nordlie pour les progrès accomplis, mais se demandait si trop d'unités ROC n'avaient pas été stationnées dans l'extrême nord du pays, et notamment dans la région du Finnmark, limitrophe de l'Union soviétique. « *C'est probablement pour servir des intérêts étrangers, par exemple dans l'optique de raids aériens contre l'Union soviétique via le Finnmark, que nous sommes si fortement implantés dans cette région* », écrivit-il à Nordlie en mars 1952. « *Si l'on considère l'intérêt plus général du ROC, j'ai tendance à penser que nous pourrions obtenir de bien meilleurs résultats dans le sud de la Norvège. Suivant cette logique, nous devrions donc veiller à ne pas gaspiller nos ressources en allouant trop de troupes au Finnmark.* » [17]

Le ministre de la Défense avait pleinement conscience de l'intérêt stratégique que revêtait la Norvège septentrionale pour Londres et Washington. En effet, durant toute la période de la Guerre Froide, la Norvège veilla sur 192 kilomètres de frontière directe avec l'URSS, dans une région très faiblement peuplée et prise par les glaces la majeure partie de l'année. Aux yeux de l'OTAN, le pays avait une importance stratégique comparable à celle de la Turquie au sud en cela qu'elle s'étendait vers l'Est par delà la Finlande neutre et se trouvait par conséquent plus proche de Moscou que tout autre pays de l'Alliance. Elle pouvait donc servir de poste d'écoute et de base de décollage pour les avions espions de la CIA et, du moins en théorie, pour les bombardiers de l'OTAN, comme l'indiquait Hauge dans sa lettre. Toutefois, les préparatifs en vue d'une résistance face à une occupation étrangère étaient pour le ministre de la Défense plus utiles dans le sud du pays, plus densément peuplé.

Hauge n'était pas totalement satisfait de la manière dont était financée l'armée secrète, il considérait que la Norvège assumait une part trop importante des coûts. Selon les termes d'un accord

conclu entre les trois parties impliquées dans la création du réseau ROC, l'équipement radio devait être fourni gratuitement par les USA et la Grande-Bretagne tandis que la Norvège payait 50 % du reste des équipements et prenait à sa charge le coût de l'entraînement de ses combattants. Hauge en vint à la conclusion que « *dans ces conditions, les opérations du ROC servaient les intérêts des Alliés plutôt que ceux de la Norvège* ». [18] Le ministre de la Défense calcula que son pays payait en réalité les deux tiers des frais engendrés par l'organisation *stay-behind* alors que la CIA et le MI6 finançaient le reste mais il s'aperçut surtout que les dépenses du ROC représentaient plus de la moitié du budget total du NIS, le service de renseignement norvégien. C'est pourquoi il suggéra dans une note datée de 1950 qu'outre l'équipement radio fourni gracieusement, les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui semblaient tant tenir à ce réseau *stay-behind* norvégien, devraient également assumer l'intégralité du coût du matériel. En contrepartie, la Norvège rétribuerait elle-même les agents du ROC et se chargerait de leur entraînement. Il semble que cette suggestion de Hauge ait été acceptée par Washington et Londres, en effet, la facture fut dès lors réduite pour les Norvégiens. Pour l'année 1952, le coût total de fonctionnement du réseau Rocambole s'éleva à 1,5 million de couronnes, montant qui fut divisé en part égales entre les trois services concernés : le NIS, la CIA et le MI6. Les coûts annuels semblent s'être stabilisés par la suite puisque 13 ans plus tard, en 1965, le tiers dû par la Norvège s'élevait à 600 000 couronnes. [19]

Comme dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, les informations relatives à l'armée secrète anticommuniste n'étaient diffusées qu'aux personnes strictement concernées. Pendant la création du ROC, des réunions internes se tinrent à raison d'au moins une par semaine en présence du directeur Jens Nordlie et souvent d'Evang, le patron du NIS. À partir de la fin de l'automne 1950, les représentants locaux de la CIA et du MI6 prirent également part à ces conférences. Les contacts avec le ministre de la Défense restaient très occasionnels et prenaient presque toujours la forme de discussions informelles entre celui-ci et Evang ou Nordlie. La Police norvégienne elle-même, comparable au FBI états-unien, ne

fut pas informée de l'existence du réseau *stay-behind* et, comme dans tous les autres pays concernés, le Parlement, représentant le peuple norvégien, n'entendit jamais parler de cette armée secrète. [20]

Au cours d'une réunion du ROC en octobre 1951, fut soulevée la question de la transmission des informations au ministre de la Défense ainsi qu'à Londres et Washington. Nordlie suggéra de ne soumettre à Hauge qu'un bref compte-rendu des activités du *stay-behind* norvégien à intervalles réguliers, « *étant donné qu'il est certainement déjà si surchargé de travail qu'il n'a pas le temps de lire un rapport aussi conséquent* ». [21] Il fut convenu que la CIA et le MI6 recevraient régulièrement des rapports détaillés sur l'armée secrète, afin notamment que les services secrets anglo-saxons puissent se faire une idée « *du sérieux et du professionnalisme mis en œuvre dans la distribution des quelque trente tonnes de matériel* » ; quant à Hauge, il aurait accès sur demande expresse à l'intégralité des comptes-rendus et devrait sinon se contenter d'une version résumée. En janvier 1952, celui-ci donna sa démission. On ignore de quelle manière et dans quelle mesure ceux qui lui succédèrent au ministère de la Défense furent briefés sur le réseau top-secret ROC. [22]

En avril 1949, 12 pays dont la Norvège signèrent le Traité de l'Atlantique Nord, l'acte de naissance de l'OTAN. Par la suite, l'action de l'armée secrète norvégienne fut étroitement coordonnée par le département des Opérations spéciales de l'Alliance atlantique. Les archives du ministère de la Défense norvégien relatives au ROC confirment qu'en août 1951 le SACEUR, le commandant suprême de l'OTAN en Europe, créa le CPC, le comité chargé de planifier les opérations clandestines et de diriger le réseau *stay-behind* européen. [23] En avril 1952, le directeur du NIS Evang fut informé que le SACEUR avait donné l'ordre au CPC de convoquer les représentants des services secrets des pays membres. Comme tous les patrons de services de renseignement européens, Evang reçut donc une invitation à se rendre à Paris le 7 mai pour une réunion d'information sur la situation du réseau *stay-behind* et une discussion sur les relations entre le ROC et le CPC, vraisemblablement en présence du SACEUR d'alors, le général

Matthew Ridgway de l'armée des États-Unis.

Avant de se rendre à cette réunion, Evang contacta son homologue danois afin de définir une position commune à adopter face aux questions auxquelles ils s'attendaient de la part de l'OTAN. Les deux hommes convinrent de signifier clairement au CPC que les armées secrètes ROC et Absalon ne devraient intervenir que « *dans l'éventualité d'une occupation totale ou partielle et durable* ». Il était hors de question d'utiliser l'organisation dans le cadre de ce qu'Evang appelait le « *combat normal* », une appellation vague par laquelle il entendait peut-être l'agitation politique intérieure ou d'éventuels projets de coup d'État. [24] Evang était particulièrement préoccupé par la menace que pouvait faire peser sur la souveraineté norvégienne un CPC sous domination états-unienne, comme le révèlent les notes qu'il prit au cours de cette réunion. « *En outre, il fut convenu que le stay-behind était avant tout un instrument à la disposition des gouvernements nationaux, quel que soit l'endroit où ceux-ci puissent se trouver, et que sa fonction première était de constituer un noyau en vue de reconquérir des zones provisoirement abandonnées à l'ennemi.* » Dans les écrits du Norvégien, on peut également lire : « *C'est à nous de nous assurer qu'en dernier lieu, ce sont bien les gouvernements respectifs qui exercent le contrôle sur* » les armées secrètes. « *Il était évident que cela n'était réalisable qu'en contrôlant les communications et que si l'identité des opérateurs n'était connue de personne à l'exception d'un petit nombre de responsables dans le pays en question. Ce point de vue ne doit toutefois pas être exprimé lors des discussions internationales.* » [25]

En novembre 1952, le centre de commandement des opérations de guerre secrète de l'OTAN, le CPC, soumit un document à l'appréciation des chefs des services secrets nationaux. Celui-ci prévoyait toute une série d'activités de « *guerre non conventionnelle* » qui devraient être menées au niveau national par les services de renseignement et les armées *stay-behind*. Ceux-ci devraient en assurer la planification et la préparation. En temps de paix, spécifiait le document, le CPC devait assumer un rôle de coordinateur, en étroite collaboration avec le SACEUR. Pendant la

« *phase d'action* », qui regroupait probablement plusieurs niveaux d'alerte depuis le coup d'État intérieur jusqu'à l'invasion du territoire par les Soviétiques, le SACEUR prendrait alors le commandement des sections des services secrets nationaux mises à la disposition de l'OTAN, dont les réseaux *stay-behind*. Les représentants norvégiens s'inquiétaient de voir leur armée secrète transformée en instrument de Washington et Londres, c'est pourquoi le NIS insista pour obtenir que le gouvernement d'Oslo conserve « *le droit de gérer la situation politique en Norvège quelles que soient les circonstances* » ainsi que « *le droit souverain de superviser et de diriger l'effort de guerre clandestin qu'il jugerait nécessaire pour garder le contrôle politique en Norvège* ». [26]

La plupart des agents des services secrets norvégiens ne pouvaient accepter l'idée de la présence dans leur pays d'une armée secrète de la CIA placée sous l'autorité d'un SACEUR états-unien. « *Pendant la dernière guerre, le gouvernement norvégien s'est réfugié en dehors des frontières du pays, mais il a toujours conservé ses pouvoirs constitutionnels et a ainsi pu exercer ses fonctions gouvernementales malgré l'occupation ennemie* », résume une note de service du NIS datée de janvier 1953. « *Fort de cette expérience, le gouvernement norvégien entend bien conserver la direction politique du pays, y compris dans les zones occupées.* » On le constate : l'idée d'une prise de contrôle de l'armée secrète norvégienne par le SACEUR états-unien de l'OTAN en cas de crise était très largement impopulaire. « *Le principe d'une subordination du mouvement de résistance à un général états-unien et à un groupe d'officiers internationaux provoquerait un scandale dans le pays s'il venait à être divulgué avant une éventuelle occupation ; après une invasion, cela constituerait un argument de poids pour la propagande ennemie* », faisait observer le mémorandum du NIS. [27]

Malgré ces réserves émises par Oslo, la CIA et le MI6 développèrent au fil des années une influence considérable sur l'armée secrète norvégienne. En 1955, Harbitz Rasmussen, un haut responsable du ROC, adressa au directeur du NIS Evang une note l'informant que des copies des dossiers personnels des agents de

Rocamboles avaient été déposées à Londres et à Washington. De plus, la CIA et le MI6 s'étaient également procuré toutes les informations nécessaires afin d'établir les communications radio des réseaux *stay-behind* et de les contrôler. Rasmussen, qui déplorait la situation, soulignait que les données étaient renfermées dans des enveloppes scellées. Il suggérait à Evang d'engager une action afin de récupérer ces enveloppes et de les placer sous « *contrôle strictement norvégien* » à Londres et à Washington, dans les ambassades norvégiennes des deux capitales. [28]

En l'absence de preuves, on ne peut conclure qu'Evang y soit parvenu ou non. On sait cependant avec certitude que sa confiance envers les États-Unis fut ébranlée en 1957, ce qui provoqua une grave crise entre le NIS norvégien, la CIA et l'OTAN sous domination US. Cette année-là, Evang apprit qu'un membre états-unien du quartier général des Forces d'Europe du Nord de l'OTAN (HQ AFNORTH) basé Kolsas, en Norvège, « *témoignait un vif intérêt pour le renseignement militaire en général et avait également traduit au sein de son service des données sur des citoyens norvégiens, notamment des pacifistes et des opposants à l'OTAN* ». Les autorités norvégiennes arrêtaient ce citoyen des États-Unis et découvrirent qu'il avait aussi espionné des hauts représentants de l'État et en rendait compte à un officier du SHAPE. Cette nouvelle provoqua la colère d'Evang qui exigea que le sujet soit traité en priorité lors de la prochaine réunion du CPC à Paris, le 19 novembre 1957.

C'est donc dans une ambiance particulièrement tendue que les directeurs des services secrets européens se rencontrèrent Avenue Deloison, à Neuilly. Le colonel Blaer, l'officier britannique chargé de présider la séance, débuta la réunion en expliquant que le NIS « *était extrêmement préoccupé par certains agissements des agents de Kolsas. Cela concerne SB [stay-behind], Psywar [la guerre psychologique] et le contre-espionnage.* » Evang prit ensuite la parole et adressa un avertissement sévère à l'OTAN : « *Tout se passait bien jusqu'à ce que nous apprenions l'année dernière que certains agents de l'AFNORTH travaillaient toujours sur les programmes Psywar et E & E (Evasion & Escape), et à ce titre,*

dressaient également des listes noires de personnalités influentes », expliqua-t-il. « *Pour que des hauts personnages de la société norvégienne apparaissent sur de telles listes, c'est qu'il doit y voir un problème quelque part. Mon gouvernement prend lui aussi toute cette affaire très au sérieux et j'ai reçu l'ordre de ne prendre part à aucun programme international si de tels agissements devaient se poursuivre.* » Evang était réellement inquiet et avertit que la Norvège quitterait le CPC si l'OTAN persistait à vouloir violer clandestinement la souveraineté de ses membres. « *En ce qui concerne la Norvège, notre intérêt pour le programme du CPC en tant que tel décroît constamment depuis 1954 car nous ne nous y voyons aucun avenir. Notre conception est de développer un réseau stay-behind destiné à être utilisé sur notre territoire en vue de le libérer d'une occupation* ». [29]

Le brigadier Simon, responsable du département des Projets spéciaux du SHAPE et du CPC tenta de rassurer les représentants norvégiens. Il livra un démenti classique et convaincant dans lequel il admettait que l'États-unien en question avait travaillé pour une section des Projets spéciaux, mais niait que celui-ci eut agi ainsi sur ordre de sa hiérarchie. Evang soutint qu'il ne faisait pas erreur et laissa planer la menace d'un retrait de la Norvège du CPC tant que tout ne serait pas revenu dans l'ordre. L'OTAN et la Maison-Blanche furent surprises de le voir mettre ses menace à exécution. Plusieurs hauts responsables de l'Alliance lui écrivirent pour tenter de le convaincre de faire revenir le NIS à la table du CPC. Le 14 octobre 1958, Evang rencontra un général états-unien qui parvint à finalement à le persuader. Mais pour rejoindre le Comité, Evang exigeait une lettre d'excuse comportant les points suivants : « *a) l'affaire devait avoir été réglée, b) le SHAPE promettait de mettre un terme à toute activité de ce type, c) le CPC devait appeler la Norvège à le rejoindre* ». [30] La Norvège ayant reçu le courrier exigé, son réseau ROC réintégra le comité directeur du réseau *stay-behind*, mettant ainsi un terme à la crise.

Cela constitue-t-il un risque majeur pour la sécurité d'un pays que celui-ci abrite une armée top-secrète dirigée en partie par ses services secrets militaires et en partie par des puissances étrangères avec leurs intérêts bien spécifiques liés aux enjeux de la

Guerre froide ? Ou, au contraire, une telle armée secrète assure-t-elle la sécurité de l'État contre les menaces qui peuvent peser sur lui ? Telles sont les questions qui taraudèrent les commandants du réseau *stay-behind* norvégien pendant la Guerre froide et que se posèrent bon nombre d'observateurs en Europe suite à la révélation de l'existence de l'organisation clandestine en 1990. Le succès de l'opération reposait sur une confiance totale en l'intégrité et la loyauté des commanditaires, les USA et la Grande-Bretagne. « *Nous devons faire confiance à nos Alliés !* », préconisait le commandant *stay-behind* norvégien Sven Ollestad, même après la crise du CPC. Cependant, les opérations de déstabilisation et de manipulation politiques menées par la CIA et le MI6 dans le contexte de la Guerre froide et au-delà amenaient certains responsables norvégiens à plus de méfiance. « *L'atmosphère était tendue* » au quartier général du *stay-behind* norvégien à Oslo, à l'angle de Gronlandsleiret et de Platous Gate, racontent les historiens Bye et Sjue, lorsque l'on en vint à débattre du contrôle total et indépendant que souhaitaient exercer les Alliés sur le réseau clandestin. Mais « *le patron, le lieutenant-colonel Sven Ollestad, s'était déjà fait une opinion sur le sujet et avait donné l'ordre de transmettre au MI6 le code de sécurité nationale permettant d'activer l'ensemble du réseau stay-behind* ». Ainsi donc, avec le contrôle de l'armée secrète norvégienne c'est toute une partie de la souveraineté nationale qui venait d'être abandonnée, ce qui provoqua un vague de « *protestations énergiques de la part des plus proches collaborateurs [d'Ollestad]* ». Toutes furent ignorées. [31]

Dans le contexte politique agité de la fin des années 1960, caractérisé par le « *flower power* », les mouvements non-violents, la contestation étudiante et les manifestations contre la guerre du Vietnam, les journalistes norvégiens avaient tendance à remettre en doute la parole des États-Unis. En décembre 1967, ils publièrent un document interne top-secret et non daté de l'OTAN. « *En cas de troubles intérieurs susceptibles d'entraver la mission des troupes US, tels qu'une insurrection militaire ou un vaste soulèvement populaire contre le gouvernement du pays hôte, [l'armée états-unienne] doit tout mettre en œuvre pour enrayer ces troubles en*

utilisant ses propres ressources. » Le document faisait spécialement référence à l'Europe de l'Ouest et en particulier à la Norvège, la Grèce, la Turquie, l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Danemark. Les USA redoutaient que les grandes manifestations d'opposition à la guerre du Vietnam conduisent les gouvernements et les peuples des pays d'Europe occidentale, dont la Norvège, à se retourner contre eux et à menacer le travail des forces états-uniennes et de l'OTAN. Signé du général US J. P. McConnell, vice-commandant des forces états-uniennes en Europe, le document expliquait assez subtilement que, dans certaines circonstances particulières, les USA pouvaient être appelés à intervenir dans un pays européen de l'OTAN pour mettre un terme à des troubles intérieurs et ce, sans même le consentement du gouvernement concerné : « *Si ces actions s'avèrent insuffisantes, si le gouvernement en question demande assistance ou si le commandant en chef des forces US en Europe en vient à la conclusion que le gouvernement est incapable d'enrayer ces troubles, alors, les troupes états-uniennes pourront prendre les mesures jugées nécessaires par lui, de leur propre initiative ou en coopération avec le gouvernement concerné* ». [32] Il reste à préciser si ces opérations prescrites impliquait l'intervention des armées *stay-behind* sous le commandement de l'OTAN.

Le mépris de la Maison-Blanche et du Pentagone à l'égard de la souveraineté des nations étrangères ne fit que renforcer la défiance de certains agents du réseau *stay-behind* norvégien envers l'OTAN, la CIA et le MI6. Le climat de tension internationale qui régnait au CPC ne tarda donc pas à gagner l'ACC, l'autre centre de commandement *stay-behind*. Comme toutes les autres armées secrètes d'Europe, le ROC participait lui aussi aux réunions de l'ACC, qui apparaît dans plusieurs documents norvégiens sous le nom de « *Allied Clandestine Co-operation Groups* » (ACCG). L'historien norvégien Riste observe que les documents de l'ACC spécifient « *à au moins six reprises : " le commandement et la direction demeureront en permanence entre les mains des services clandestins nationaux "* », alors que les archives norvégiennes se montrent plus critiques : « *des craintes ont été exprimées quant à*

la supériorité de l'ACCG SHAPE » sur la souveraineté norvégienne. [33]



Héros de la Seconde Guerre mondiale, Svein Blindheim (1916–2013) combattit au sein du réseau Milorg. Après la guerre, il devint instructeur au sein du Gladio et créa notamment la branche finlandaise. Dégoûté par l'évolution du stay-behind, il quitta les services de renseignement et devint historien. Il fut condamné à une peine avec sursis, en 1977, pour révélation de secret militaire après son entretien avec le journal Ny Tid.

Comme la plupart des réseaux Gladio d'Europe, l'armée secrète norvégienne coopérait étroitement avec les SAS britanniques et les Bécets Verts US ; les Gladiateurs norvégiens suivaient d'ailleurs des entraînements aux États-Unis et en Angleterre. Le major Sven Blindheim, un haut responsable du ROC, servit lui-même de nombreuses années comme instructeur à la « *Nursery* », le centre de formation aux opérations spéciales de Fort Monckton, en Grande-Bretagne où les Gladiateurs italiens furent également envoyés. En 1952, le colonel Sven Ollestad et lui avaient d'ailleurs suivi les entraînements Gladio aux USA, très certainement aux côtés des Bécets Verts au centre de Fort Bragg. [34]

Pour Bye et Sjøe, à en juger par les notes prises par Blindheim, « *l'enseignement dispensé par la CIA reposait sur "10 commandements clandestins"* » qui confirment explicitement la vocation à la fois militaire et politique des armées secrètes. Après avoir insisté sur la nature clandestine de l'opération, la doctrine *stay-behind* établie par l'Agence spécifie que : « *1. Les opérations clandestines sont un instrument de combat militaire et politique. 2.*

Le but d'une organisation stay-behind est de garantir en permanence une capacité opérationnelle de sabotage, d'espionnage, de guérilla, d'évacuation et d'exfiltration dans des régions et des pays susceptibles de passer sous contrôle soviétique et communiste. » Afin d'être en mesure de mener à bien ces missions, le réseau devait être parfaitement fiable : « 3. Le principe de confidentialité est sacré. Chaque maillon doit en savoir le moins possible sur l'ensemble de la structure et il doit être impossible à chaque individu d'apprendre quoi que ce soit sur le reste de l'organisation et les autres personnes impliquées. 4. Les unités d'un réseau stay-behind doivent fonctionner indépendamment les unes des autres et les "rencontres" ne doivent avoir lieu qu'au quartier général », y compris à l'ACC et au CPC, les deux comités stay-behind au sein du SHAPE de l'OTAN. « 5. Avant d'envisager le recrutement d'un candidat, utilisez toutes les sources d'information et de vérification disponibles : police, écoles, clubs, employeurs, amis, connaissances, voisinage, écoutes, fouilles du domicile. Il faut impérativement procéder à une surveillance continue et de longue durée du candidat avant tout recrutement. » [35]

On ignore encore si des instructeurs et des membres des forces spéciales états-uniennes et britanniques se sont rendus en Norvège pour y entraîner les soldats de l'armée secrète ROC comme ils le firent, par exemple, en Belgique et dans la Suisse neutre. Selon l'historien Riste, les services secrets norvégiens se montraient « *méfiant vis-à-vis des propositions de nature à permettre aux Britanniques ou aux États-uniens d'interférer dans leur travail sur le territoire national. Cela concernait, entre autres choses, une offre d'assistance des forces spéciales US stationnées en Allemagne ou des unités du Special Air Service britannique (SAS), dont les missions comprenaient notamment le soutien aux mouvements de résistance dans les pays de l'OTAN.* » [36] De même, on ne sait exactement dans quelle mesure le remplacement en 1966 du directeur du NIS Evang, plutôt mal considéré à Washington pour son passé de gauchiste et ses déclarations critiques à l'égard du CPC, par le colonel Johan Berg a influé sur la coopération avec la CIA, le MI6 et les comités CPC et ACC de

l'OTAN. Il semble toutefois que des liens plus étroits se soient noués avec les services secrets norvégiens.

C'est en 1978 que la clandestinité du Gladio norvégien fut le plus gravement mise à mal quand un policier enquêtant sur une contrebande d'alcool frelaté découvrit par hasard une importante cache d'armes souterraine du ROC, contenant au moins une soixantaine d'armes dont de nombreux fusils automatiques, 12 000 cartouches, des explosifs et du matériel de communication sophistiqué. Ignorant tout du réseau *stay-behind*, le policier rendit compte de sa découverte dans son rapport et l'information parvint aux oreilles des journalistes. « *Si le policier avait été mis dans la confidence, toute l'affaire aurait été étouffée* », analysa en 1990 Nils Gleditzch de l'Institut de Recherche pour la Paix d'Oslo. [37] Le propriétaire du terrain où furent découvertes la distillerie clandestine et la cache d'armes *stay-behind* fut identifié, il s'agissait d'un certain Hans Otto Meyer, un agent des services secrets norvégiens. L'homme fut arrêté mais, à la grande surprise des enquêteurs, sa théorie selon laquelle l'arsenal avait été déposé là par les services secrets pour servir à une cellule de résistance fut finalement confirmée.

Alors que le scandale prenait de l'ampleur, le Parlement norvégien décida de se mêler de l'affaire et fut stupéfait d'apprendre du ministre de la Défense Rolf Hansen qu'un réseau de résistance secret avait été constitué au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. D'après ses explications, l'organisation était née de groupes privés qui avaient ensuite été placés sous le contrôle des services secrets.



Rolf Hansen
(1920–2006).

Conscient du caractère délicat de la situation, Hansen prétendit que « *le réseau norvégien n'était subordonné ni à l'OTAN ni à aucune puissance étrangère, excluant toute connexion avec la CIA. Il refusa toutefois d'entrer dans les détails, déclarant que les activités de l'organisation devaient demeurer secrètes.* » [38] Au mieux, ces propos tenus par Hansen en 1978 sont inexacts, au pire, ils constituent un mensonge. Mais dans le contexte de la Guerre froide, une majorité de parlementaires

préféra croire aux déclarations du ministre et ne vit aucun motif pour ouvrir une enquête ou exiger le démantèlement du réseau, sur quoi l'affaire fut rapidement enterrée.



William Colby (1920–1996) fit toute sa carrière dans le renseignement US. En 1973, il est nommé directeur de la CIA par le président Nixon et conserve cette fonction sous Gerald Ford jusqu'à la nomination de George H. Bush.

Coincidence, c'est précisément l'année où Hansen nia devant le Parlement toute implication de la CIA dans l'opération secrète qu'apparut la preuve la plus accablante contredisant les déclarations du ministre : les mémoires de l'ex-directeur de la CIA William Colby. Dans son livre, destiné à redorer le blason de l'Agence, Colby racontait fièrement comment il avait contribué à former une armée secrète en Europe du Nord, et donc en Norvège, entre 1951 et 1953, alors qu'il était un jeune agent rattaché à l'ambassade des États-Unis à Stockholm. « *La situation était différente pour chaque pays scandinave* », expliquait l'ancien directeur. « *La Norvège et le Danemark étaient des alliés de l'OTAN, la Suède tenait à sa neutralité qui lui avait permis de traverser deux guerres mondiales et la Finlande était contrainte d'observer une certaine déférence vis-à-vis de l'Union soviétique, son voisin immédiat. Ainsi, dans certains de ces pays, les gouvernements devaient constituer eux-mêmes leurs propres réseaux stay-behind en vue de les activer depuis leur exil afin de continuer le combat* », précisait l'ex-directeur de la CIA en faisant référence à la Norvège et au Danemark. [39]

« *Il fallait coordonner l'action de ces réseaux avec les plans de l'OTAN, diriger leurs antennes radio vers les futures destinations*

d'exil et dissimuler les équipements fournis par la CIA dans des caches sous la neige, en vue d'une utilisation future », détaillait Colby qui abordait ensuite le cas de la Norvège et de la Finlande : « *En ce qui concerne les autres pays, la CIA aurait à se débrouiller seule ou, dans le meilleur des cas, avec l'aide " officielle " d'agents locaux puisque les responsables des gouvernements de ces pays interdisaient toute collaboration avec l'OTAN et que le moindre soupçon aurait provoqué un tollé parmi la presse communiste locale, les diplomates soviétiques et les loyalistes scandinaves qui espéraient qu'une politique de neutralité ou de non-alignement leur permettrait de passer sans encombre au travers d'une Troisième Guerre mondiale* ». [40] Suite à la découverte de la cache d'armes en 1978 et aux confessions de Colby parues la même année, le secret entourant l'armée secrète norvégienne avait donc volé en éclats, menaçant de ce fait l'ensemble du réseau européen. « *Il est tout de même surprenant qu'aucun citoyen d'aucun état membre de l'OTAN n'ait saisi cette occasion pour s'interroger sur la situation dans son propre pays* », commenta Nils Gleditzch en 1990. [41]

Quand en novembre 1990, dans la foulée des révélations italiennes, l'armée secrète norvégienne ROC fut à nouveau au centre des débats, le porte-parole du ministère de la Défense Erik Senstad répondit aux questions de la presse par cette unique formule laconique : « *Ce qu'a déclaré Hansen est toujours d'actualité* ». [42] Tandis que la population norvégienne était partagée entre stupéfaction et réprobation, certains officiers de l'armée régulière justifièrent la clandestinité entretenue autour de l'armée *stay-behind* qui, selon eux, était parfaitement défendable, y compris d'un point de vue démocratique. En 1990, le contre-amiral Jan Ingebristen confirma à la presse que l'armée secrète existait toujours en 1985, date à laquelle il avait renoncé à ses fonctions de directeur du service de renseignement du Commandement de la Défense norvégienne. Face aux critiques du public, il soutint qu'il était judicieux et logique que les unités *stay-behind* aient été tenues secrètes et que la population, les médias et le Parlement n'aient appris leur existence que par accident : « *Il n'y a là rien de suspect. Il s'agit d'unités qui ont*

vocation à rester derrière les lignes ennemies en territoire occupé et il est donc nécessaire qu'elles demeurent top-secrètes. » [43]



Les journalistes norvégiens Ronald Bye et Finn Sjøe voulurent en savoir plus sur le Gladio norvégien. C'est pourquoi, en l'absence d'enquête parlementaire, ils décidèrent d'interroger un grand nombre d'anciens soldats de l'ombre et membres des services secrets. Le résultat de leur travail fut publié en 1995 sous le titre : *L'Armée Secrète Norvégienne. Histoire du Stay-Behind.* [44] La population norvégienne bien informée et de ce fait particulièrement critique ne put accepter l'idée qu'une armée secrète liée à la CIA ait pu exister dans son pays, de surcroît hors de tout contrôle parlementaire, et des voix s'élevèrent pour le dénoncer. Afin d'éviter de perdre totalement la confiance de la population, le ministère de la Défense prit la décision inédite et judicieuse de lancer un projet de recherche. Les historiens Olav Riste et Arnfinn Moland du prestigieux Institut de Recherche sur la Défense d'Oslo reçurent la mission particulièrement sensible d'enquêter sur l'histoire de l'armée secrète norvégienne jusqu'en 1970 et furent, à ce titre, autorisés à consulter toutes « *les archives et les sources orales pouvant être d'un quelconque intérêt pour leur travail* », comme le précisait les termes du projet. Avant d'être publié, le manuscrit fut soumis au ministère de la Défense afin que celui-ci contrôle les informations divulguées et lève le secret-défense le cas échéant. Le texte ne subit que quelques coupes mineures. [45]

Mise à jour



Lors de son interpellation, Anders Behring Breivik se laisse arrêter sans opposer de résistance et se présente comme membre du Gladio ; une déclaration dont il ne sera plus question lors de son procès.

Il n'existe aucune information sur le Gladio norvégien autre que celles relatées dans les ouvrages cités.

Cependant, le 22 juillet 2011, un attentat est commis devant le bureau du ministre d'État, au centre d'Oslo, faisant 8 morts. Deux heures plus tard, un ou plusieurs tireurs éliminent 69 jeunes gens participant au camp d'été du Parti travailliste, sur l'île d'Utøya. La police, jouant de malchance, met plus de 90 minutes à intervenir. Dès son arrivée, elle arrête un homme habillé en policier, Anders Behring Breivik, qui se rend sans résistance. L'homme déclare être membre du réseau *stay-behind* anti-communiste. D'abord évalué comme délirant, il est finalement considéré comme responsable de ses actes et jugé. Il est condamné à la peine maximale : 21 ans de prison. De nombreuses zones d'ombre persistent sur sa capacité à avoir accompli seul de tels actes.

La Norvège avait annoncé le 9 mai 2011 se retirer de la coalition ad hoc de l'Otan en Libye pour motif budgétaire. Elle donnait ainsi le signal du repli et fut immédiatement suivie par l'Italie.

RV

Daniele Ganser



Cet article constitue le quatorzième chapitre des *Armées secrètes de l'OTAN*

© Version française : éditions Demi-Lune (2007).

[1] Ronald Bye et Finn Sjue, *Norges Hemmelige Haer – Historien om Stay Behind* (Tiden Norsk Verlag, Oslo, 1995), p.39.

[2] Le 14 septembre 1965, Mme Lygren, secrétaire à l'ambassade de Norvège à Moscou, fut arrêtée par la Police de sécurité norvégienne d'Asbjorn Bryhn qui la soupçonnait d'avoir travaillé pour les Soviétiques. L'interpellation survint après qu'un agent du KGB passé à l'Ouest, Anatoly Golitsyn, ait parlé à James Jesus Angleton, le chasseur de taupes en chef de la CIA, de la présence d'une agent double à l'ambassade de Norvège à Moscou, sans toutefois donner son nom. Le directeur de la police Bryhn, qui n'avait jamais été en bons termes avec Evang, le directeur du NIS, attendit pour l'en informer que l'opération fut achevée et que les premiers détails aient filtré dans la presse. Cela provoqua la fureur d'Evang, qui était convaincu de l'innocence de Lygren, et il y vit un manque grave de coordination entre les services de police et ceux du renseignement. Les charges pesant sur Lygren s'avèrent infondées et la secrétaire fut libérée, le 15 décembre 1965. Les informations de Golitsyn, que les États-Uniens avaient transmises aux Norvégiens, avaient apparemment entraîné une confusion d'identité. Une autre femme, Gunvor Galtung Haavik, qui avait travaillé à l'ambassade de Norvège à Moscou par le passé, fut placée sous surveillance. En 1977, elle fut arrêtée à Oslo alors qu'elle remettait des documents à un agent du KGB. Mais ce problème ne concernait plus Evang. L'erreur dont avait été victime Lygren les avait discrédités, Bryhn et lui, et ils avaient été contraints de démissionner en 1966.

[3] Extrait de Olav Riste, *The Norwegian Intelligence Service 1945-1970* (Frank Cass, Londres, 1999), p.16.

[4] Riste : *Norwegian Intelligence Service*, p.226.

[5] *Ibid.*, p.17.

[6] D'après l'auteur et ancien agent secret norvégien Christian Christensen, dont les propos furent rapportés par l'agence de presse internationale Reuters, le 4 novembre 1988. En 1997, il fut révélé et confirmé que l'agent de la CIA Alf Martens Meyer avait aussi recruté des capitaines de vaisseaux norvégiens pour participer à des missions clandestines au Nord-Vietnam au cours des années qui précédèrent l'intervention militaire états-unienne dans le pays. Jorgen Kosmo, ministre de la Défense norvégien en 1997, déclara que si les hommes de Meyer avaient effectivement assisté les troupes sud-vietnamiennes et les commandos formés par les USA dans leurs raids contre le Viêt-cong, ces missions constituaient une violation claire de la loi norvégienne. (Quotidien britannique *The Guardian* du 1er mai 1997).

[7] Bye et Sjue, *Hemmelige Haer*, p.67.

[8] Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p.16.

[9] Bye et Sjue, *Hemmelige Haer*, p.56.

[10] Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p.28.

[11] *Ibid.*, p.16.

[12] *Ibid.*, p.19.

[13] *Ibid.*, p.34.

[14] *Ibid.*, p.19.

[15] *Ibid.*, p.20.

[16] *Ibid.*

[17] *Ibid.*, p.40.

[18] Comme le résume Riste, *Ibid.*, p.37.

[19] *Ibid.*, p.37 and 53.

[20] *Ibid.*, p.35.

[21] *Ibid.*, p.36.

[22] *Ibid.*

[23] *Ibid.*, p.43.

[24] *Ibid.*

[25] Cité par Riste. *Ibid.*, p.43.

[26] *Ibid.*, p.44.

[27] *Ibid.*

[28] *Ibid.*, p.46.

[29] *Ibid.*, p.47.

[30] *Ibid.*, p.48.

[31] Bye et Sjue, *Hemmelige Haer*, p.145.

[32] Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p.46. Et Jean-Francois Brozzu-Gentile, *L'affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p.199. Le document confidentiel de l'OTAN s'intitule : *Supplement N°3 to the documents of the Civil Affairs Oplan N°100-1*. Rien n'est précisé mais il date selon toute logique d'avant 1968.

[33] Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p.45.

[34] Roger Faligot et Rémi Kaufer, *Les Maîtres Espions. Histoire Mondiale du Renseignement. Tome 2. De la Guerre Froide à nos jours* (Editions Laffont, Paris, 1994), p.62.

[35] Bye et Sjue, *Hemmelige Haer*, p.62. Ils se basent sur l'autobiographie de Sven Blindheim : *Offiser i krig og fred* [Agent de guerre et de paix].

[36] Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p.33.

[37] Agence de presse internationale Associated Press, 14 novembre 1990. Différents textes publiés dans des magazines, des journaux et dans des ouvrages consacrés à la (re)découverte du réseau Gladio en 1990 relatent les révélations de 1978 en Norvège. Voir : le quotidien britannique *The Guardian* du 15 novembre 1990. *Searchlight* N°187, janvier 1991, p.4. Müller, *Gladio*, p.59.

[38] Agence de presse internationale Associated Press, 14 novembre 1990.

[39] William Colby, *Honorable Men : My life in the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1978), p.82 et 83.

[40] Colby, *Honorable Men*, p.82 et 83.

[41] Agence de presse internationale Associated Press, 14 novembre 1990.

[42] *Ibid.*

[43] *Ibid.*

[44] Ronald Bye et Finn Sjue, *Norges Hemmelige Haer - Historien om Stay Behind*. (Tiden Norsk Verlag, Oslo, 1995).

[45] Olav Riste et Arnfinn Moland publièrent leur ouvrage *Strengt Hemmelig : Norsk etterretningsteneste 1945-1970* en 1997, dans lequel ils retracent l'histoire du Gladio norvégien jusqu'en 1970, date à partir de laquelle les recherches auraient risqué de compromettre des responsables toujours en activité. En 1999, le livre fut publié en anglais par Olav Riste chez Frank Cass, Londres, sous le titre *The Norwegian Intelligence Service 1945-1970*, c'est aujourd'hui encore l'ouvrage de référence sur le *stay-behind* norvégien.

Source : « La guerre secrète en Norvège », par Daniele Ganser, *Réseau Voltaire*, 25 juillet 2013, www.voltairenet.org/article179431.html